



Commission : **Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR)**

Sujet : **Face aux flux migratoires, en finir avec la lâcheté des États !**

Auteurs du rapport : **Jan Doktorič, Alberta Maione**

Membres de l'État-major : **Monica Stantchev, Clara Carvajal Zuleta de Reales**

Position : **Présidentes**

## **Introduction**

De la Caravane de migrants en Amérique centrale, aux embarcations de fortune remplies au maximum au risque de la noyade et qui tentent la traversée de la Méditerranée, en passant par l'exploitation des immigrés sur les chantiers de construction des stades de foot au Qatar, la liste est longue de ces tragédies auxquelles on associe la figure du migrant et face auxquelles on se sent largement impuissant.

Car d'un côté nous sommes face à des phénomènes structurels, liés au fossé en matière de richesse et donc de niveau de vie entre les pays du Nord et ceux du Sud, à l'instabilité politique et aux conflits qui affectent certaines régions du monde, aux effets du dérèglement climatique, en particulier dans les régions arides, ou aux flux de plus en plus denses des produits, des personnes et des informations qui tissent des liens solides entre toutes les parties d'un monde globalisé ; tandis que de l'autre nous ne savons que dresser des murs et tirer des barbelés pour empêcher à tout prix ces migrants de franchir les frontières, et, quand ils sont malgré tout parvenus à leur destination, cet Eldorado tant fantasmé, les réactions sont souvent celles du rejet et de la paranoïa, de la négation d'une réalité dont il faudrait pourtant s'accommoder, voire même s'enrichir.

Il y a en effet urgence à proposer une autre politique, et à toutes les échelles, pas uniquement celle des États. Car face à ce phénomène global que certains s'obstinent à considérer comme le "problème des migrants", il ne peut y avoir de réponse efficace que globale. Il est du devoir des Nations Unies de lutter contre l'exploitation, la discrimination et la maltraitance des migrants et des candidats à l'asile, qu'il soit politique, économique ou même environnemental. Il est tout aussi important de protéger, aider et subvenir au besoin de ces millions de personnes qui n'ont rien à part leur sac à dos, sans réel but et sans la possibilité de retourner en arrière. Les mesures prises pour prévenir le trafic d'être humain, et les injustices faites aux réfugiés doivent être améliorées. Il n'est ici pas question de financement mais bien de la nécessité d'une volonté de la part des pays membres de s'impliquer dans cette crise mondiale.

Car c'est maintenant ou jamais qu'il faut agir. Le nombre croissant de réfugiés ne fait qu'augmenter le nombre des camps accueillant les personnes qui fuient ou quittent leur pays. La crise du Covid-19 n'a en rien amélioré la situation qui était déjà critique. Faut-il mettre de côté ses idéaux pour un monde plus juste et plus égal ? Comment gérer cet afflux de personnes ne parlant pas la même langue, ne partageant pas la même histoire et n'ayant pas les mêmes traditions ? Mais aussi comment prévenir cet exil de la jeunesse qui affecte tout particulièrement les pays en situation de crise ? Car l'enjeu n'est pas seulement humanitaire, il est aussi économique et géopolitique, et quelques solutions de bon sens pourraient contribuer à bâtir un monde à la fois plus stable et plus fluide, plus ouvert et profitable pour tou.te.s.

# I. Qu'est-ce que la migration ?

## Terme clés :

**Migrant** : Personne qui participe à une migration.

**Émigration** : Action de quitter son pays, sa région pour des raisons économiques, politiques, religieuses.

**Immigration** : Fait de quitter son pays de naissance ou d'origine pour s'installer de façon durable, voire définitive, dans un autre pays.

**Réfugié** : Personne qui a dû fuir son pays afin d'échapper à un danger (guerre, persécutions, catastrophe naturelle, etc.)

**Immigration irrégulière** ou **clandestine** : désigne l'entrée sur un territoire donné d'étrangers ne possédant pas de visa. On parle alors d'étrangers en situation irrégulière ou de clandestins ou de sans-papiers.

**Demandeur d'asile** : un demandeur d'asile est une personne qui sollicite une protection internationale hors des frontières de son pays, mais qui n'a pas encore été reconnue comme réfugié.

**Droit d'asile** : c'est un droit de l'homme fondamental reconnu par l'article 14 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH) de 1948. Il est par la suite défini en droit international par un cadre juridique général, la **Convention de Genève de 1951** relative au statut des réfugiés qui oblige les États qui ont ratifié la Convention à apporter leur protection aux femmes et aux hommes qui doivent fuir leur pays en raison de situations mettant leur vie en danger et dans lesquelles leur intégrité physique, mentale et émotionnelle n'est pas garantie. Ainsi, conformément au droit international (Convention de Genève), il faut réunir plusieurs conditions pour pouvoir prétendre à cette protection :

- Il faut avoir *subi ou craindre de subir des persécutions* et d'en apporter la preuve par le fait que leur vie est en danger ;
- Ces persécutions doivent avoir été commises pour des motifs précis et limitatifs à savoir : *du fait de la race, la religion, la nationalité, l'appartenance à un certain groupe social ou du fait des opinions politiques* ;
- Il faut avoir quitté le pays car *ce pays est incapable de protéger son ressortissant ou est à l'origine des persécutions*.

Sur ces notions, voir <https://www.histoire-immigration.fr/les-mots>

## I. Nature des migrations

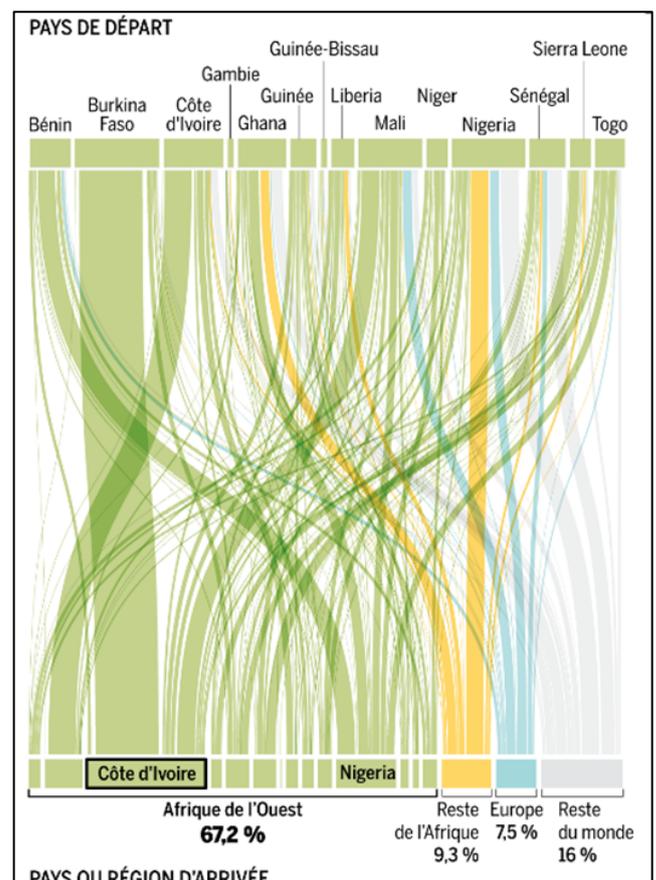
La **migration** est un processus qui fait partie de la vie humaine depuis la préhistoire. C'est le déplacement de groupes de personnes d'un endroit à un autre, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières d'un pays. Les migrations se produisent généralement dans l'intention de satisfaire certains besoins ou d'obtenir une amélioration spécifique. Les migrations sont un phénomène démographique très complexe qui répond à plusieurs causes. Les raisons pour lesquelles une personne ou un groupe de personnes quittent leur pays d'origine peuvent être économiques, politiques, sociales, culturelles, familiales ou climatiques. Ces raisons poussent les membres de la population active, souvent âgés de 18 à 30 ans à aller chercher un meilleur cadre de vie pour eux-mêmes et pour leurs proches, au départ souvent dans des zones géographiquement proches et surtout économiquement plus dynamiques.

Reste qu'il nous faut distinguer le **réfugié politique** qui fuit la guerre ou la dictature, craint pour sa vie et celle de ses proches, et a légitimement le **droit** d'être accueilli – et les pays d'accueil ont le devoir de lui accorder l'asile politique selon la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU (1949) ainsi que la Convention de Genève (1951) –, et le **migrant économique** qui cherche à fuir la misère, à améliorer ses conditions de vie ainsi que celles de sa famille, voire de sa communauté (via d'importants transferts de fonds vers son pays d'origine). Contrairement au second, le premier peut prétendre au **statut de réfugié**, à condition que celui qui n'est encore qu'un migrant fasse une **demande d'asile** officielle. En théorie, son dossier est alors examiné par les services compétents du pays d'arrivée. Quelqu'un qui a quitté son foyer, du fait de la guerre par exemple, mais n'a pas quitté son pays, est considéré comme un "**déplacé**".

Un migrant peut obtenir le droit d'asile (réfugié) ou une carte de séjour (immigré) l'autorisant à rester dans le pays d'accueil, mais dans le cas contraire, s'il reste illégalement dans le pays, il est alors un **clandestin** ou un « sans-papier ». C'est donc une notion juridique, liée à l'absence de statut et de reconnaissance officielle de la présence de l'immigré. Selon la nature plus ou moins restrictive / répressive / permissive de la politique d'immigration de chaque pays, les clandestins peuvent être reconduits à la frontière, et parfois aussi régularisés.

## B. Décalage entre perceptions et réalités des migrations

Contrairement aux idées reçues, l'Afrique n'est pas une terre d'émigration et la destination finale des migrants est rarement l'Europe : seulement 3% de la population africaine est migrante, et une infime minorité de migrants rejoint l'Europe. C'est d'ailleurs moins que la moyenne mondiale qui elle se situe à 3.3 %. Ce qui est encore plus choquant est que  $\frac{3}{4}$  des migrants africains se déplace à l'intérieur même de leur continent. C'est le cas de l'Afrique de l'Ouest (voir schéma ci-dessous). Car non seulement ils migrent à l'intérieur de leur continent, mais aussi au sein même de leur région. On trouve le même phénomène en Afrique du Sud où 7 % de la population est immigré, soit 4,2 millions, ce qui fait d'elle la première destination d'immigration interafricaine. Plus de la moitié des immigrés sont originaires des pays frontaliers à l'Afrique du Sud. Car pour voyager il faut des moyens, et c'est exactement ce que le migrant n'a pas. Les personnes qui fuient leur terre natale ne le font pas avec plaisir, ils y sont forcés par les circonstances socioéconomiques, politiques, environnementales ou autre. C'est malheureusement souvent une question de vie ou de mort. L'Université de Hambourg a recensé une dizaine de situations de guerre en Afrique. C'est un record mondial. La région la plus touchée est celle de l'Afrique de l'Ouest, bien qu'en 2021 un nouveau conflit a éclaté dans la région du Tigre, en Éthiopie. Souvent les causes de ces conflits armés sont les ressources naturelles dont regorge l'Afrique. Les facteurs et les modalités de ces guerres sont les conflits identitaires et religieux, qui prennent souvent des formes radicales, voire djihadistes, et qui favorisent à leur tour les mouvements de populations et le franchissement des frontières. Les autres causes de départ sont bien évidemment la pauvreté, la faim, le changement climatique, etc.





Des migrants arrivent à Tripoli après avoir été interceptés par des garde-côtes libyens, le 29 avril 2021. MAHMUD TURKIA / AFP

Un des grands mythes à propos de l'immigration est celui qui consiste à penser que l'Europe serait la destination finale de la majorité des migrations africaines. Ce préjugé est construit de toute pièce, car d'après le dernier rapport de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), seuls 300 000 Africains sont arrivés sur le territoire de l'Union européenne. Il est vrai qu'au Canada, ce sont les Nigériens qui demandent le plus l'asile, en Israël ce sont les Erythréens, mais en Europe c'est différent. En Allemagne, France, Grèce, Espagne ou Suède, aucun pays africain ne figure dans les trois nationalités qui ont

le plus demandé l'asile en 2018, et il n'y a pas un seul pays africain dans la liste des dix-sept pays qui ont le plus migré vers les pays de l'OCDE.

C'est d'ailleurs l'un des plus grands préjugés européens, celui qui désigne l'immigré comme pauvre, sans instruction et éducation, sans qualification précise. En réalité les personnes qui immigreront en Europe sont souvent issues de la classe moyenne voire supérieure de leur pays d'origine. Car ce sont les seuls qui ont le capital nécessaire pour faire un déplacement aussi long et aussi coûteux. La traversée de la Méditerranée coûte de 500 à 10 000 euros d'après certains témoignages. Le prix peut varier selon la cupidité des passeurs et le nombre de passagers. C'est donc un périple long et coûteux qu'entament les migrants qui veulent rejoindre l'Europe.

Avant qu'ils ne rejoignent l'Europe les migrants passent par tout un tas de périple qui coûtent la vie à des milliers d'entre eux chaque année. Le réseau United for Intercultural Action dénombre, lui, 34 361 migrants morts lors de leur migration vers et à travers l'Europe entre 1993 et 2018, dont 80 % de noyés en mer.

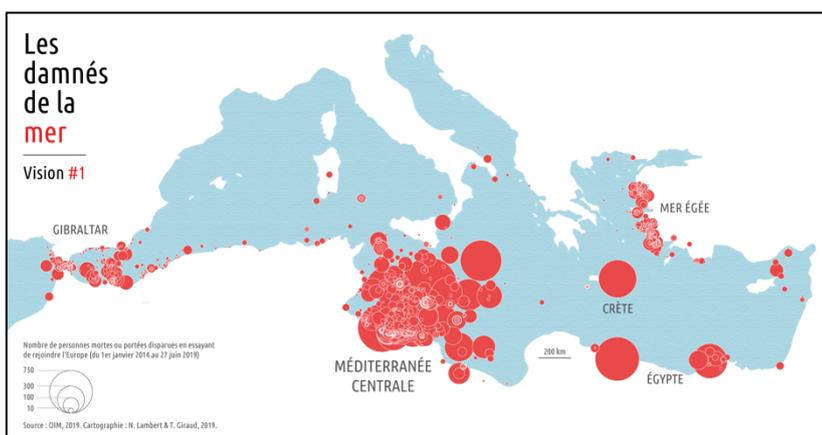
L'organisation précise tout de même que ce chiffre doit être bien plus élevé. La situation des migrants empire chaque année, car dans le domaine de la migration illégale, la criminalité règne. Les passeurs se permettent de plus en plus de choses, d'une part parce qu'il est très difficile de les arrêter, et d'autre part parce que ce type de trafics d'êtres humains rapporte beaucoup. C'est ainsi que des embarcations de fortune surchargées de migrants font naufrage, tout particulièrement entre la Libye et l'Italie, mais aussi entre la Turquie et la Grèce comme l'a montré la mort tragique du petit Aylan en 2015, l'image visible de la disparition de dizaine de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants en Méditerranée.



Le corps d'Aylan Kurdi, enfant syrien de trois ans, sur une plage de Bodrum (Turquie) après le naufrage de son embarcation à destination de l'île de Kos (Grèce), le 2 sept. 2015 (DOGAN NEWS AGENCY / AFP)

Au-delà de ces préjugés, il y a aussi une réticence venant des pays censés accueillir les migrants,

et certains mettent en place des politiques contreproductives, comme celle de la Grande-Bretagne qui a versé quelque 700 000 livres sterling à la société Seefar, pour dissuader les migrants afghans de rejoindre le Royaume-Uni, alors que l'Afghanistan était en pleine crise humanitaire face à l'arrivée des talibans. La Grande-Bretagne justifie



cette politique par la volonté « d'éviter *les risques pris sur les routes migratoires* ». Mais en vérité il s'agit bien de dissuader l'immigration. Pourtant, c'est loin d'être le pays d'Europe qui accueille le plus de réfugiés afghans. Lorsque l'Afghanistan est à nouveau tombé sous le régime des talibans, le gouvernement britannique s'était engagé à accueillir 20 000 réfugiés mais finalement, seuls 5 000 ont été autorisés sur le territoire pour l'instant.



La caravane de migrants honduriens avancent sur les routes du Guatemala, à Chiquimula, 16 janvier 2021 - SANDRA SEBASTIAN / AP

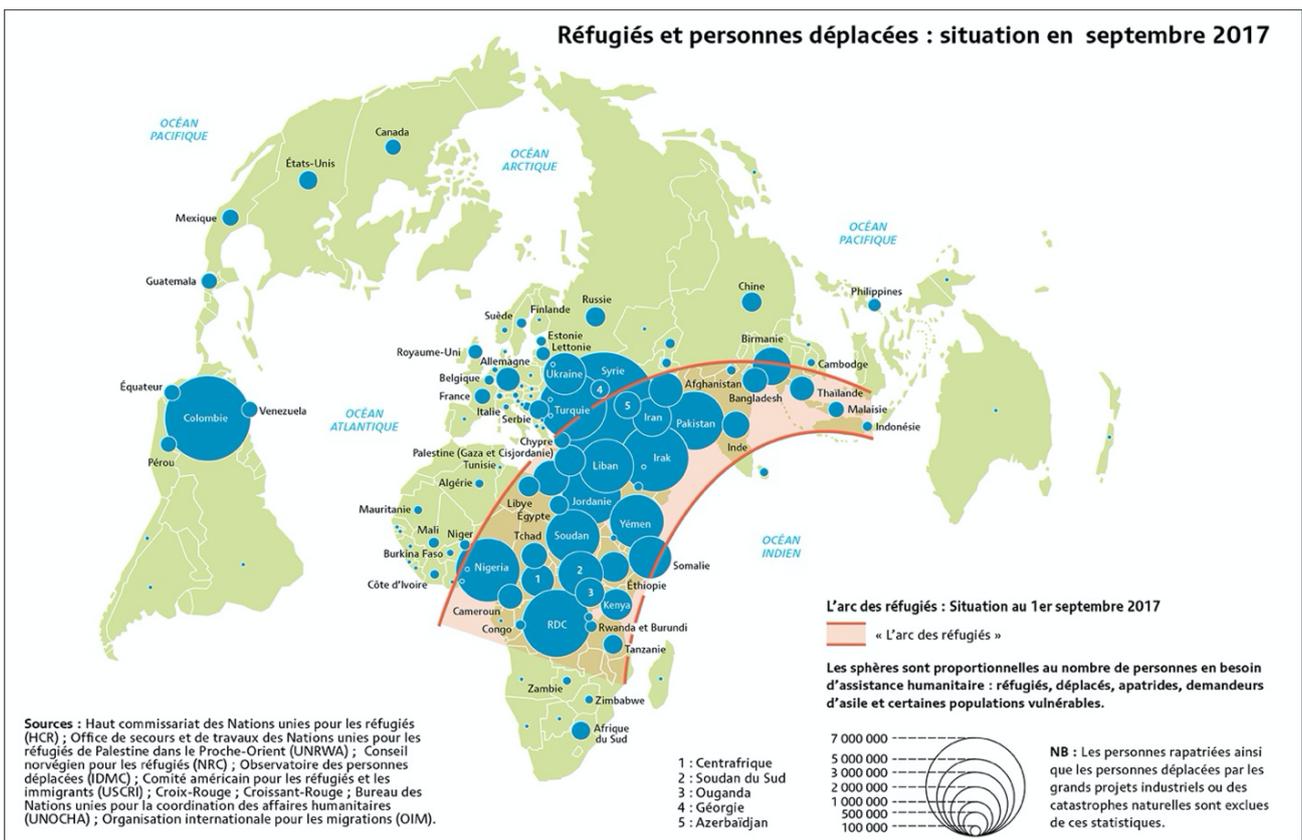
Il y a aussi de nombreuses actions illégales et violentes qui sont menées sans que personne ne les arrête, bien que les ONG rapportent depuis plusieurs années des refoulements de migrants par les autorités roumaines, croates ou grecques. La police croate repousse illégalement les demandeurs d'asile qu'elle a appréhendés sur son territoire. Et malheureusement les droits des migrants ne sont pas toujours respectés. Amnesty international dénonce la coopération migratoire entre l'Union européenne et la Libye, dans un rapport accablant sur les « effroyables violations » des droits humains par les autorités libyennes, avec le soutien européen. Il y a aussi les Nations unies qui demandent à la Libye et à l'Union européenne de réformer leurs opérations de recherche et de sauvetage en mer, affirmant que les pratiques actuelles privent les migrants de leurs droits et de leur dignité. *Il ne s'agit pas d'une « anomalie tragique », mais plutôt d'une « conséquence de décisions politiques et de pratiques concrètes des autorités libyennes, des Etats membres et des institutions de l'UE et d'autres acteurs ».*

Car en fin de compte la réponse des pays membres de l'UE se limite à la création d'une agence pour la gestion et des frontières nommé Frontex et de L'EU Navfor Med qui est chargée de lutter contre les réseaux de trafiquants de migrants opérant à partir de la Libye. Bien que cette dernière ressemble plus à une milice qu'à une organisation qui lutte contre la criminalité. Elle comprend cinq navires de guerres, deux sous-marins, deux drones et trois hélicoptères.

Lors de sa campagne présidentielle, Donald Trump a répété à plusieurs reprises qu'il souhaitait faire construire un mur à la frontière mexicaine. Ce mur qui devait longer les 3200 km (à peu près la distance entre Lisbonne et Varsovie) que fait la frontière états-unienne, avait pour but d'empêcher l'entrée sur le territoire américain des migrants en provenance d'Amérique latine et en particulier du Mexique, mais également du Guatemala, du Honduras et du Salvador. Car c'est principalement de ces quatre pays que viennent ce qu'on a appelé les caravanes de migrants. Les causes de départ sont bien sûr économiques, mais aussi et surtout sécuritaires car l'Amérique centrale est absolument gangrénée par les gangs. C'est en effet cette région qui est le point de transit clé de la cocaïne colombienne vers le plus vaste marché du monde, les Etats-Unis. Selon les données de la Banque mondiale, en 2016 il y aurait eu 27 meurtres pour 100 000 habitants au Guatemala, 57 au Honduras et 83 au Salvador. A titre de comparaison, la France est sur une moyenne de seulement 1,35. Le Salvador et le Honduras arrivent respectivement premier et deuxième du classement du nombre d'homicides pour 100 000 habitants. Le problème est que ce trafic est incontournable, car c'est plus du dixième de la population qui dépend des activités illégales des gangs.

Quant aux routes migratoires, elles sont extrêmement dangereuses, car tout passe par des zones contrôlées par des gangs. Ce qui implique beaucoup de crimes organisés autour des migrants. Prostitutions, trafic d'êtres humains, exploitation et utilisation des migrants comme mule pour faire passer illégalement de la drogue à la frontière. Quant aux dangers naturels, on pourrait citer le désert de Sonora avec des températures extrêmement élevées en journée, plus de 40 degrés, ou au contraire très froide la nuit durant la saison froide. C'est dans ce type de conditions que les migrants marchent pendant des centaines voire des milliers de kilomètres.

Une fois arrivés à la frontière de nouvelles épreuves attendent les migrants. Ils doivent bien sûr la franchir, ce qui n'est pas une mince affaire car la plus grande partie de la frontière est déjà protégée par des murs, construit sous l'administration Obama. Il y a ensuite la Border Patrol, agence fédérale de police qui est là pour intercepter les migrants lors de la pénétration sur le territoire américain. Plus de cinq millions d'immigrants ont déjà été arrêtés à la frontière entre 2000 et 2013. Malheureusement de nombreux migrants trouvent également la mort dans cette traversée notamment dans la partie américaine du Sonora en Arizona et pour ceux qui parviennent à passer sans encombre, la vie ne devient pas rose du jour au lendemain. Déjà beaucoup ne parviennent pas à obtenir de papiers, sans parler du fait qu'il est extrêmement difficile de trouver un travail stable en tant qu'immigré, ce n'est donc pas rare qu'ils tombent dans la criminalité et finissent ainsi en prison ou renvoyés dans leur pays d'origine.



## II. Pourquoi l'échec des politiques migratoires ?

### A. Les États-fortresses

Le PNUD (programme des Nations Unies pour le développement) porte un jugement sévère sur les stratégies européennes face à l'immigration irrégulière et pense que les décideurs devraient changer d'approche en matière de lutte contre l'immigration clandestine. Après de nombreux entretiens réalisés auprès de migrants africains installés dans treize pays européens, le rapport du PNUD analyse en profondeur le profil de chacune des personnes qui quittent leur pays pour entrer de façon irrégulière en Europe et les raisons de leur choix. Leur conclusion montre que le développement de l'Afrique est de nature à encourager les mouvements migratoires, et que ces derniers vont très certainement s'accroître. L'Union européenne se doit donc de sortir de son impuissance et trouver un accord concernant la répartition des demandeurs d'asile.

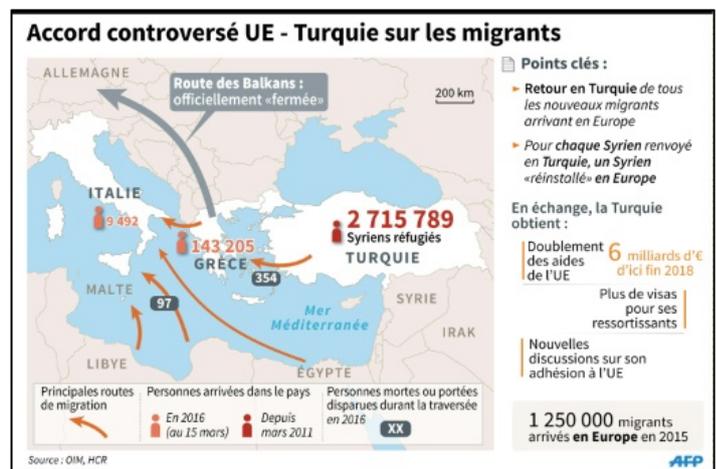
Elle a financé le camp de Moira sur l'île de Lesbos (Grèce), juste en face des côtes turques, dans le but d'empêcher l'afflux de migrants sur le continent, mais depuis longtemps le camp est surpeuplé et subi de nombreux drames, comme l'incendie du 9 septembre 2020. Les 12 700 personnes qui s'y trouvaient et qui attendent que leur demande d'asile soit examinée sont dans une impasse. Car depuis des années, l'Union européenne bute sur l'impossible réforme des accords de Dublin, qui postule que lorsqu'un migrant demande l'asile dans un pays de l'UE, c'est au premier pays européen qu'il a traversé de traiter cette demande, c'est-à-dire le plus souvent des pays comme Malte, l'Italie, la Grèce ou l'Espagne. La question des migrations transmanche est elle aussi directement affectée par le Brexit.



Le camp de Moira, sur l'île de Lesbos (Grèce), après l'incendie du 9 septembre 2020.

Il y a donc un durcissement de certaines politiques migratoires, comme dans le cas du Maroc. Les réseaux de passeurs se sont déployés vers la route Maroc-Espagne depuis que le gouvernement italien a décidé de fermer le pays aux arrivées depuis la Libye. L'Europe a apporté une aide d'environ 140 millions d'euros en 2019, ce qui n'a pas empêché le gouvernement marocain de faire du chantage aux migrants dès qu'un différend apparaît avec l'Espagne, sur la question du Sahara occidentale par exemple, ou de l'enveloppe fournie par l'UE en comparaison de celle octroyée à la Turquie. Résultat, des drames à répétition, comme celui du 16 mai 2021 lorsque des milliers de migrants ont pénétré dans l'enclave espagnole de Ceuta avec la complicité des autorités marocaines, ou celle du 24 juin 2022 lorsque 29 migrants ont trouvé la mort en tentant d'entrer dans l'enclave espagnole de Melilla.

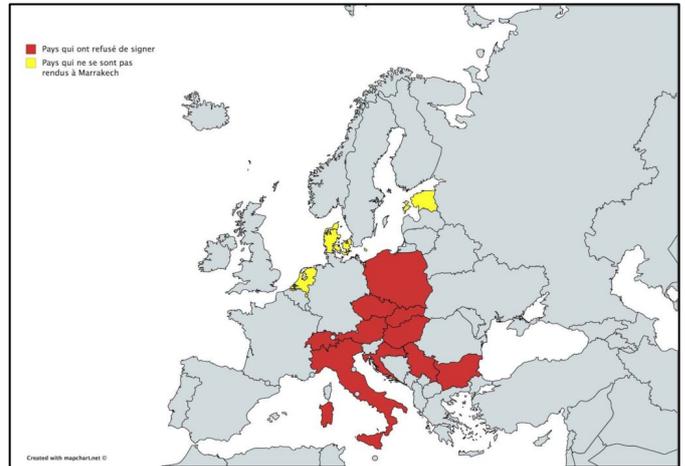
Après la grande crise migratoire de 2015, lorsque des centaines de milliers de migrants, en provenance surtout de Syrie, ont afflué en Europe via la route des Balkans, l'Union européenne, avec l'Allemagne d'Angela Merkel à la manœuvre, a conclu en mars 2016 un accord avec la Turquie pour qu'Ankara contrôle plus strictement ses frontières et « accueille » les migrants illégaux sur son territoire en échange d'une enveloppe de six milliards d'euros. Ce qui n'a pas empêché là encore Recep Erdogan, le dirigeant turc, de faire du chantage aux migrants en en laissant passer plus de 15 000 en février 2020 pour, notamment, obtenir un soutien financier plus important et des visas pour les ressortissants turcs. D'autres accords de ce type ont été signés par l'UE avec la Libye, malgré les nombreuses atteintes aux droits humains dont ont été victimes les migrants dans ce pays, avec le Niger, ou par certains pays comme le Danemark ou le Royaume-Uni avec le Rwanda.



Le « Pacte mondial des migrations sûres, ordonnées et régulières » a été approuvé en présence de 160 pays lors d'une conférence organisée par les Nations Unies à Marrakech en décembre 2018. L'objectif de ce pacte est d'améliorer la coopération en matière de migrations internationales, mais il ne contient aucune contrainte ou sanction pour les pays menant une politique qui y serait contraire. Ce pacte a une valeur symbolique et encourage les changements de certains comportements. Au total, 159 pays sur 193 étaient représentés pour l'adoption de ce pacte, qui avait été approuvé en juillet 2018 à New York par l'ensemble des membres de l'ONU, à l'exception notable des Etats-Unis.

Plus récemment, au moins neuf pays se sont retirés du processus, Autriche, Australie, Chili, République tchèque, République dominicaine, Hongrie, Lettonie, Pologne et Slovaquie.

Aujourd'hui les États-Unis déclarent vouloir aider les migrants depuis leur pays d'origine et les encourage à rester chez eux. Un accord a été signé avec le gouvernement mexicain pour contenir la crise migratoire. En avril 2021, 178 600 clandestins ont été arrêtés à la frontière américaine, soit le plus haut niveau depuis plus de quinze ans, 82 % d'entre eux venaient du Mexique et du Triangle nord de l'Amérique centrale, formé par le Guatemala, le Honduras et le Salvador. Washington a notamment mis fin, le 1<sup>er</sup> juin, à un programme qui avait contraint des dizaines de milliers de demandeurs d'asile d'attendre au Mexique que leurs démarches soient traitées par la justice américaine. Par ailleurs, des programmes de développement ont été mis en œuvre, comme celui sur la reforestation du sud du Mexique et qui bénéficie, depuis un an, à 400 000 paysans, et que le président des États-Unis souhaite étendre au « Triangle nord ». La vice-présidente a fortement exprimé sa volonté de « lutter contre la corruption », annonçant la création d'une « force binationale » avec le Guatemala consacrée à ce fléau régional... malgré le fait que les autorités américaines aient qualifiées plusieurs dirigeants centraméricains de « fonctionnaires corrompus ».



Certains pays eux montrent que l'intégration est possible comme l'Allemagne qui, lors de la crise migratoire de 2015, a ouvert ses frontières pour accueillir des réfugiés comme aucun autre pays d'Europe, et on se souvient tous du « *Wir schaffen das!* » (« Nous y arriverons ! ») d'Angela Merkel. Entre 2015 et 2019 1,5 million de migrants ont effectués une demande d'asile en Allemagne. Cinq ans après, les arrivées de migrants en Allemagne ont nettement diminué. Mais aux frontières de l'Union européenne, la pression migratoire demeure une réalité, comme le montrent les tentatives de passages clandestins, en particulier en Méditerranée.

Des réactions contrastées à l'arrivée des migrants...

...en Allemagne



...en Espagne, à Barcelone et à Madrid (mairie)

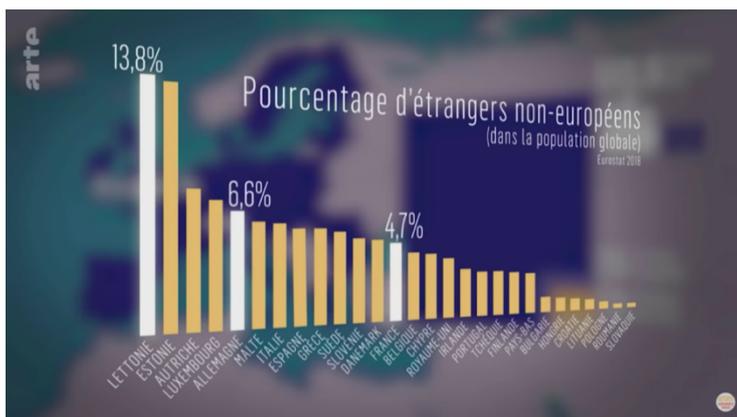


## B. L'immigration, un « problème » ou une opportunité ?

En France, encore davantage qu'en 2017, en 2022 les partis d'extrême droite ont obtenu de très bons résultats aux élections. C'est un phénomène qui n'est pas uniquement présent dans ce pays mais dans toute l'Europe, voire dans tous les pays de l'OCDE. Mais s'il y a bien une chose qui a permis ou du moins facilité cette résurrection des extrêmes, c'est bien la xénophobie, cette peur et hostilité que peut éprouver quelqu'un à l'égard d'un groupe ou d'une personne étrangère à son propre groupe. Car c'est justement sur cette peur que certains courants politiques jouent, avec des théories comme le grand remplacement qui justement prône la xénophobie et le rejet de l'étranger. C'est ce mot « immigré » qui reste trop souvent synonyme de « problèmes » ; problèmes d'intégration, problèmes d'emploi, d'unité nationale voire religieuse. C'est rare qu'on parle d'immigration comme d'une chance ou d'une nécessité démographique et économique pour les pays avec dont la population vieillit et diminue. Bien loin de la réalité des chiffres, les discours fantasmés de certains politiciens désignent l'immigré comme bouc-émissaire pour tous les maux que l'Europe, les Etats-Unis ou l'Australie endurent. Ces positions politiques radicales peuvent aussi menées à des idées bien plus graves comme l'islamophobie et le racisme.

Ces discours radicaux se traduisent parfois en actes terroristes, comme les attentats de Christchurch en Nouvelle-Zélande le 15 mars 2019, lorsqu'un Australien adepte des théories du grand remplacement a attaqué deux mosquées, tuant 51 personnes. Et le nombre de ce type d'attaques est en hausse depuis plusieurs années. Au total, 89 des 108 morts du terrorisme en Occident en 2019 sont attribués au terrorisme d'extrême-droite, c'est ce que rapporte l'Institut pour l'économie et la paix. La conclusion des différents rapporteurs, est que, pour l'Occident, la première menace terroriste est le djihadisme, mais qu'en seconde position on trouve le terrorisme d'extrême-droite.

Quant au discours fantasmé des politiciens, ce sont souvent des informations fausses qu'il sème. Dans les faits, le nombre de demandeurs d'asile enregistrés dans les pays de l'Union européenne a augmenté ces dernières années : de 235 000 demandes d'asile politique en 2010 à 608 000 en 2018, après un pic à 1 282 000 en 2015, dû aux conflits simultanés en Irak, en Syrie, en Libye et en Érythrée. Mais toutes ces demandes n'ont pas été acceptées : ainsi, on est passé de 98 000 réponses positives en 2010 à 308 000 en 2018.



Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, sur 447 millions d'habitants que comptait l'Union européenne seul 23 millions était des ressortissants de pays non-membres de l'UE, soit un peu plus que 5% de la population. Les pays européens qui accueillent le plus de résidents non européens en pourcentage de leur population ne sont pas nécessairement ceux auxquels on pense. La Lettonie se classe en tête avec 13,8 % d'immigrés

extra-européens, majoritairement russes. L'Allemagne arrive en 5<sup>e</sup> position avec 6,6%. La France est en 13<sup>e</sup> position seulement, avec moins de 5%.

Ce qui est intéressant à regarder ce sont les chiffres concernant l'emploi des immigrés. En 2020, 8,6 millions de ressortissants de pays non-membres de l'UE travaillaient sur le marché du travail de l'UE, sur les 188,6 millions de personnes âgées de 20 à 64 ans que comporte l'UE, soit 4,6 % du total. Le taux d'emploi de la population en âge de travailler était plus élevé chez les citoyens de l'UE (73%) que chez les ressortissants des pays non-membre (57%). Sans parler de la surreprésentation des immigrés dans certains secteurs comme le travail domestique et l'hébergement et la restauration (voir ci-dessous).

Les chiffres fluctuent d'un continent à l'autre, mais le constat reste le même. Les immigrés sont surreprésentés dans certains secteurs de l'économie, et nos sociétés sont devenues en quelque sorte dépendantes des migrants qui effectuent des travaux que les non-immigrés ne font plus.

Un autre sujet épineux est celui de la démographie. Le nombre d'émigrés depuis l'UE en 2020 s'élevait à 0,96 millions, et le nombre d'immigrées dans l'UE, lui, s'élevait à 1,92 millions. Le solde migratoire est donc positif. Pourtant d'après l'Insee, la population de l'UE a baissé cette même année, ce qui s'explique par le fait que le taux d'accroissement naturel est négatif de 2,5 points. L'immigration, elle, nous fait gagner 1,9 points, mais au total il y a quand même chaque année moins de personnes au sein de l'UE que l'année précédente. L'immigration devrait être alors une chance plus qu'un problème, sans compter le fait que si des personnes s'installent en Europe, cela signifie que l'économie se porte bien et qu'il y a des perspectives pour ces personnes en Europe. D'après les projections d'Eurostat établies en 2015, la population de l'UE diminuerait de 108 millions d'habitants à l'horizon 2080 (507 millions en 2014, 399 millions en 2080) en l'absence de migrations. Ce sont donc les politiques migratoires qui décideront du sort démographique de l'Europe. En juin 2020, la Commission européenne, présidée par Ursula van der Leyen, a publié un état des lieux du vieillissement enregistré depuis 30 ans pour la population des pays de l'est, ainsi que pour celles de l'Italie, de la Grèce et de l'Espagne, une démographie aux lourdes conséquences économiques, sociales et politiques qui pourraient amener les Européens à considérer autrement la question de leur politique migratoire.

On parle beaucoup de l'intégration des immigrés et de son importance, mais que représente ce terme d'intégration ? L'intégration peut être définie comme la capacité des immigrés à atteindre les mêmes résultats socioéconomiques que les personnes nées dans le pays d'accueil. Mais qu'est-ce qu'une intégration réussie ? c'est un processus qui comprend cinq dimensions principales : l'intégration économique, résidentielle, linguistique, sociale et culturelle. L'apprentissage de la langue du pays de résidence facilite l'accès au marché du travail, mais aussi favorise l'intégration sociale par le biais d'activités sportives, associatives, politiques, etc. Mais pour que ce processus aboutisse à un équilibre entre culture et tradition du pays d'accueil et celles de l'immigré, il est important de comprendre que ce processus est à double sens entre l'immigré et la société d'accueil.

Ainsi la réussite de l'intégration dépend des politiques d'accueil ainsi que des attitudes des autochtones envers les immigrés. Bien que difficilement atteinte, l'intégration s'oppose à l'autre forme de cohabitation, l'assimilation, qui elle est beaucoup plus radicale et contraignante pour l'immigré. Cette problématique qu'est l'intégration devient de plus en plus critique dans les pays avec une forte proportion d'immigrés, bien que dans le passé elle se soit quelquefois faite naturellement, elle est aujourd'hui un réel problème pour certains pays. En réaction au rejet et aux discriminations, on assiste à des phénomènes de repli-sur-soi chez certaines communautés, entre-soi qui, lorsqu'il se traduit en colère, peut déboucher sur des formes de radicalisation, y compris l'islamisme radical qui se nourrit du sentiment de marginalisation dans certains quartiers populaires des banlieues françaises ou même allemandes. Mais une chose est sûre : ce n'est pas en creusant un fossé entre les populations immigrées et les populations natives que les choses vont s'arranger.

Catégorie professionnelle	Emploi global des ressortissants de pays non membres de l'UE	Emploi global des citoyens de l'UE
Aide de ménage	11,9 %	3,1 %
Personnel des services directs aux particuliers	9,0 %	4,2 %
Aides-soignants	5,1 %	2,9 %
Ouvriers du bâtiment	5,8 %	3,6 %
Manœuvres des mines, du bâtiment et des travaux publics, des industries manufacturières et des transports	5,6 %	2,4 %
Assistants de fabrication de l'alimentation	2,7 %	0,5 %
Ouvriers agricoles et de la pêche	2,6 %	0,6 %

Source : Commission européenne

A Small Heath, un quartier de Birmingham à 95% musulman. (Cattilio Fiumarella pour "L'OBS")



Il est souvent question du prix de l'immigration. Bien qu'il soit élevé, il est en fin de compte bénéfique pour un pays d'acquérir des migrants. Évidemment, cela varie d'un pays à l'autre, mais en général l'argent dépensé lors des périodes d'immigration massive est, au bout d'un temps, remboursé, voire même « rentable ». Au Canada, d'un point de vue économique, les migrants ont produit depuis la fin des années quarante, des biens et des services d'une valeur de 10 milliards de dollars et ont ajouté 5 à 6 milliards de dollars au pouvoir d'achat de la nation.

### III. Repenser les flux migratoires à l'échelle mondiale ?

Ils fuient la Syrie ou l'Irak pour l'Europe, il quitte l'Afrique via la Libye pour traverser la Méditerranée, ils essayent d'échapper à la misère en Amérique centrale pour rejoindre les États-Unis. Ou bien ils sont retenus dans des camp en Turquie... Ils sont tous des migrants. Ces 281 millions de personnes sont toute concerné par le « Pacte mondial des Nations unies pour des migrations sûres, ordonnées et régulières ». Ce texte, plus connu sous le nom de pacte de Marrakech, est un texte symbolique et général qui n'a aucune obligation légale. Il favorise une coopération internationale, un renforcement de la lutte contre le trafic d'être humain, une meilleure intégration des migrants dans le pays d'arrivé et, en premier lieu, encourage les potentiels migrants à ne pas quitter leur pays. Ce pacte a beaucoup fait scandale alors qu'il n'interfère en aucun cas avec la souveraineté des États et des décisions gouvernementales sur l'immigration. Malgré cela il n'a pas été signé par certains pays comme les États-Unis, l'Australie, et la plupart de pays d'Europe de l'Est.



Lors de la Conférence de Marrakech en décembre 2018, les représentants du Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Mexique

Un des plus grands problèmes de l'immigration européenne est celle des demandes pendantes. A titre de comparaison, chaque mois entre 40 000 et 60 000 demandes d'asile sont déposées. Le nombre de demandes en traitement varie lui entre 700 000 et 750 000 par mois. Ceci est dû à la lenteur des procédures d'acceptation et aux enquêtes longues et difficiles qui doit être effectuées sur chaque immigré présentant une demande d'asile. Et ces procédures complexes existent aussi aux États-Unis qui en viennent à entasser les migrants dans des cages à la frontière mexicaine.

Fin 2020, plus de 84 millions de personnes ont été déracinées de leur pays dont 26.6 millions de personnes réfugiées. Avec le soutien de ses partenaires, le HCR est présent dans de nombreux pays qui font face à des conflits comme le Yémen, la RDC, la Syrie ou le Venezuela, il apporte une grande aide aux plus vulnérables en leur apportant de quoi se nourrir, se soigner, se loger et se protéger de ces conflits.

Aujourd'hui le monde fait face à une crise due aux déplacements massifs forcés. En 2016 l'Assemblée générale sur la gestion des déplacements massifs a abouti à la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants. Ainsi les dirigeants du monde s'engagent à prendre leurs responsabilités à l'échelle mondiale et à assurer la protection des droits humains des migrants.



Refugiés syriens en Irak

Reste que les organisations internationales ont besoin de relais sur le terrain. Ainsi, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) coopère activement avec les Organisations non gouvernementales (ONG) : cinquante d'entre elles ont actuellement un statut d'observateur auprès de l'organisation. L'OIM et les ONG complètent leurs actions respectives, mais les ONG peuvent aussi intervenir comme fournisseurs de services, réalisateurs de projets et même donateurs. L'OIM organise des séances d'informations chaque année pour les ONG et les encourage à participer au Conseil et au Dialogue international sur la migration et les politiques migratoires. En 2016, l'OIM a conclu un accord avec les Nations unies et est devenue l'une de ses organisations affiliées. Sa campagne « Je suis migrant » a pour but de promouvoir la diversité et l'inclusion des migrants dans la société en leur offrant une plateforme pour s'exprimer et pouvoir témoigner.

La plupart des ONG ont été créées dans un contexte d'urgence face à la crise des migrants, comme SOS Méditerranée dont les bateaux patrouillent à partir de la Sicile et de Malte, en Méditerranée centrale, le plus proche possible des côtes libyennes pour être capables de secourir les embarcations venant d'Afrique subsaharienne ou du Proche-Orient. C'est en effet dans cette zone que 19 520 personnes y ont déjà perdu la vie depuis 2014, soit 81 % des décès en Méditerranée.



65 migrants secourus à Malte

Les aléas des missions de sauvetage en Méditerranée depuis dix ans sont de ce point de vue assez révélateurs. Après un terrible naufrage au large de l'île de Lampedusa, l'Italie avait créé l'opération Mare Nostrum en 2013, mais devant le manque de soutien de l'UE, elle avait abandonné, et la mission Triton de l'UE qui l'avait remplacée n'avait pas pour but de sauver des vies mais de contrôler les frontières. En 2017, l'UE finance les gardes-côtes libyens pour qu'ils interceptent les migrants qui tentent la traversée et les gardent du bon côté de la Méditerranée dans des camps où ils survivent dans des conditions inhumaines. En 2018, l'Italie ferme ses ports aux navires de sauvetage, et ces derniers errent en mer parfois pendant des semaines comme on l'a vu avec l'odyssée de l'Aquarius qui s'est achevée pour ses 630 rescapés à Valence en Espagne. Alors même que les arrivées en Europe ont ensuite fortement baissé, l'année 2021 a été particulièrement meurtrière : 1 553 personnes ont perdu la vie en Méditerranée centrale, soit 50 % de plus qu'en 2020. Surtout, les migrants se sont déportés vers d'autres routes, en particulier l'Espagne : en 2021, plus de 4400 migrants sont morts ou ont disparus en mer en tentant de rejoindre l'Espagne selon l'ONG Caminando Fronteras. Quant à la Grèce, elle est dénoncée par de nombreux médias et des ONG comme Mare Liberum pour ses pratiques de *pushback*, c'est-à-dire de refoulements illégaux de potentiels demandeurs d'asile par les gardes-côtes grecs vers les eaux turques, et même Frontex, l'agence européenne des garde-frontières et des gardes-côtes, a été accusée de telles pratiques en 2020, notamment en Hongrie et en Grèce.

Les ONG ne peuvent être des palliatifs à l'absence de politique cohérente et à long terme des Etats comme de l'Union européenne, ou des Nations unies. Il s'agit de repenser les flux migratoires à l'échelle mondiale et fluidifier le déplacement des personnes, dans le sens Sud-Nord mais aussi Nord-Sud, plutôt que d'ériger des barrières qui ne seront jamais insurmontables pour des jeunes gens prêts à risquer leur vie pour garder l'espoir d'un avenir meilleur.



Un bateau de sauvetage retrouve une frêle embarcation en haute mer

## Source

### Comprendre les flux migratoires

[Flux migratoires, une longue histoire](#), Le Dessous des cartes / Arte, 19 septembre 2020

[Le nombre de réfugiés dans le monde équivaut à l'ensemble de la population française](#), *Le Monde*, 23 juin 2016

[Migrants et réfugiés](#), dossier d'Amnesty International

### Migrations asiatiques

[The all-powerful 'Minister' and Australian immigration detention](#) + see [video](#), Al Jazeera, 16 February 2022

[Bangladesh : Rohingya, le piège de l'exil](#) (vidéo, 25'), Arte, 20 mai 2022

[Les réfugiés syriens en Turquie](#) (vidéo, 32'), Arte, 25 mai 2022

### Migrations américaines

Adam Isacson, Maureen Meyer, Stephanie Brewer, Elyssa Pachico, ["Putting the U.S.-Mexico "Border Crisis" Narrative into Context"](#), WOLA (Advocacy for Human Rights in the Americas), 17 March 2021

[Migrants chassés par des gardes-frontières à cheval](#), *Libération*, 22 septembre 2021

[Migrant Caravan: Thousands in Mexico Moving Towards U.S. Border](#) (video), NBC News, 28 October 2021

Oscar Lopez, Alejandro Cegarra, ["A Caravan of Migrants Set Off Toward U.S. Border During Americas Summit"](#), *New York Times*, June 13, 2022

Adam Liptak, Miriam Jordan, Eileen Sullivan, ["Supreme Court Sides with Biden's Efforts to End 'Remain in Mexico' Program"](#), *New York Times*, June 30, 2022

### Migrations africaines

[Hervé Le Bras : la migration africaine vers l'Europe](#) (vidéo), Les experts du Dessous des cartes, Arte, 6 février 2019

Migrants : Terminus Niger, une série en huit épisodes de *Le Monde Afrique*, janvier 2019

Episode 2 : [« On nous a abandonné dans le désert » : des migrants africains témoignent](#)

Episode 4 : [Chez la Camerounaise Yvette, la migration est une affaire de famille](#)

Episode 5 : [Sous pression de l'Europe, "la violence contre les subsahariens se banalise"](#)

Episode 7 : [Abraham, rescapé des geôles libyennes : « ils voulaient me tuer »](#)

Episode 8 : [À Agadez, des Soudanais revenus de Libye rêvent encore d'Europe](#)

Maryline Baumard, [Six leçons sur les migrations africaines](#), *Le Monde*, 18 septembre 2019

Julia Pascual, [Les politiques migratoires européennes créent du populisme en Afrique, sans limiter les départs clandestins](#), *Le Monde*, 21 octobre 2019

Léa Masseguin, [En Méditerranée, le nombre de décès de migrants grimpe en flèche](#), *Libération*, 25 novembre 2021

[Plus de 4400 migrants morts ou disparus en tentant de rejoindre l'Espagne en 2021](#), *Le Monde*, 3/01/2022

[Contexte en Méditerranée centrale](#), SOS Méditerranée

## **Europe : l'immigration : un problème ou une opportunité ?**

[Combien coûte l'immigration ?](#), Migrations en questions (voir les autres vidéos sur ce site)

Philipp Engler, Margaux MacDonald, Roberto Piazza et Galen Sher, L'immigration dans les pays avancés peut accélérer la croissance, Fond monétaire international, 19 juin 2020 ([FR](#), [EN](#))

Nathalie Steiwer, [« Comment l'Allemagne a intégré ses réfugiés »](#), Les Echos, 21 septembre 2021

[Comment l'Allemagne réussit l'intégration des migrants](#) (vidéo), France 3, 9 janvier 2022

[Hervé Le Bras : « Le grand remplacement, c'est totalement impossible »](#), France Inter, 4 février 2022

## **Les politiques migratoires...**

### **...de l'Union européenne**

[Asile et migrations dans l'Union européenne](#), Toute l'Europe, 29 avril 2022

#### Les dissensions intra-européennes

["Blaze That Destroyed Greece's Moria Refugee Camp Symbolizes Breakdown in E.U. Over Future of Migrants"](#), *Time*, September 10, 2020

[Migrations : sortir de l'impasse européenne](#), *Le Monde* (éditorial), 11 septembre 2020

[Asile et migrations en Europe : qu'est-ce que le règlement de Dublin ?](#), Toute l'Europe, 12 avril 2022

[L'Europe, derrière murs et barbelés](#), dossier vidéos d'Arte

[Réfugiés : un accueil européen à deux vitesses](#) (vidéo, 6'20), Arte, 31 mars 2022

#### L'externalisation des politiques migratoires

[L'Europe, la Turquie et la crise des réfugiés](#) (vidéo), Courrier international, 13 mars 2020

[Crise migratoire : qu'est devenu l'accord entre l'Union européenne et la Turquie ?](#), Toute l'Europe, 7 avril 2021

[Le chantage migratoire marocain](#), chronique d'Anthony Bellanger / France Inter, 19 mai 2021

[29 morts aux frontières européennes : l'accord Espagne-Maroc sur l'immigration tue !](#), Ligue des droits de l'homme, 29 juin 2022

[Arrangement Royaume-Uni/Rwanda : externaliser l'asile en Afrique, arme de dissuasion massive en Europe](#), Communiqué Migreurop, 20 juin 2022

### **...des organisations internationales**

Augusta Conchiglia, [« Les trois combats du HCR »](#), *Le Monde diplomatique*, juin 2012

#### Le Pacte de Marrakech

Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, Nations unies – Haut-Commissariat aux droits de l'homme ([en français](#), [in english](#))

[Qu'est-ce que le Pacte de Marrakech sur les migrations ?](#), Vie publique, 14 octobre 2019

[ONU : que contient le pacte sur les migrations adopté à Marrakech ?](#), Brut, 11 décembre 2018

[Que contient \(ou non\) le pacte de Marrakech sur les migrations ?](#), *Le Monde*, 10 décembre 2018